Conseil de la langue française

André Dalcourt

Prix Jules-Fournier 1983

Québec

Prix Jules-Fournier 1983

Monsieur André Dalcourt

du Journal de Montréal

Cet ouvrage a été publiée par
le service des communications
du Conseil de la langue française,
sous la direction de Léo Gagné

Collaboratrice:

Sylvie Dugas
Service des communications

Graphiste:

Composition Orléans inc.

Dépôt légal — 1er trimestre 1984
Bibliothèque nationale du Québec

ISBN 2-550-10731-4

Prix Jules-Fournier 1983

Sur proposition unanime du jury,
le Conseil de la langue française
a l'honneur de déclarer lauréat du
prix Jules-Fournier

Monsieur André Dalcourt

du Journal de Montréal

pour la vive clarté et le caractère éminemment concret de son style; pour son apport à la création d'une dynamique linguistique originale, caractéristique de ses reportages dans le contexte particulier du journalisme à large diffusion, et pour sa contribution exemplaire à la qualité de la langue de la presse québécoise.

Fait à Québec,
ce premier jour de mars mil neuf cent quatre-vingt-quatre.

Le Président du
Conseil de la langue française

Michel Plourde

Le Secrétaire du
Conseil de la langue française

Gérard Laforte

Proclamation du Prix Jules-Fournier

1983

Pour la troisième année consécutive, le Conseil de la langue française décerne son Prix Jules-Fournier, créé en 1981 pour signaler les mérites d'un journaliste d'un quotidien du Québec qui se serait particulièrement distingué par la qualité de la langue de ses articles.

Ce Prix, constitué d'une bourse de 3 000 $, de la remise d'un parchemin de mérite et de la publication d'un recueil d'articles du lauréat, fait d'ores et déjà partie, dans le monde journalistique, de ces prix qu'on ne néglige pas. Et le nombre des candidatures excellentes soumises cette année au Conseil en témoigne largement.

Il fallait néanmoins choisir. Le jury était formé cette année de Mesdames Madeleine Sauvé, grammairienne de l'Université de Montréal, Gisèle Tremblay, journaliste, Francine Mc Kenzie, professeur à la Télé-université, de même que de Messieurs Roch Côté, journaliste, et Jean-Marcel Paquette, membre du Conseil et mandaté par lui pour présider ce jury.

Celui-ci, ayant procédé avec le plus grand soin à l'examen d'usage des dossiers qui lui avaient été soumis, a convenu, au terme de ses délibérations, de la conclusion suivante :

« Pour la rare clarté et le caractère éminemment concret de son style, qui font de chacune de ses phrases une proposition conforme à la haute tradition de la rythmique et de la syntaxe françaises; pour sa contribution exemplaire à la création d'une dynamique linguistique originale, caractéristique de ses reportages dans le contexte particulier du journalisme à large diffusion, le jury, à l'unanimité, propose au Conseil de la langue française, de décerner le Prix Jules-Fournier 1983 à

Monsieur André Dalcourt du Journal de Montréal. »

Jean-Marcel Paquette
Président du jury

André Dalcourt parle... en connaissance de cause

Depuis maintenant plus d'une dizaine d'années, André Dalcourt s'exprime et fait valoir son point de vue dans plusieurs milieux de notre société. Penseur et acteur de notre démarche collective, qui est cet artisan travaillant à l'évolution de notre communauté?

Journaliste affecté à la section des affaires sociales du *Journal de Montréal,* le rôle qu'occupe André Dalcourt dans la presse quotidienne lui procure aujourd'hui une aire d'intervention considérable et lui assure ainsi une large diffusion. Son expérience des mouvements sociaux lui permet de se pencher sur de multiples phénomènes publics, allant du transport à l'écologie en passant par le malaise dans les hôpitaux, les grèves syndicales, les congrès de partis politiques et les divertissements populaires. Il procède la plupart du temps par entrevues avec des personnalités oeuvrant dans les domaines municipal ou national et des têtes d'affiche du monde syndical et artistique.

Son style délimite nettement les caractéristiques des personnages qu'il rencontre et des événements qu'il examine. Son message, ramassé, concis et concret, gagne en intensité. Comment a-t-il développé ces qualités d'observateur? Comment a-t-il acquis l'art de les communiquer d'une manière si précise?

Son cheminement nous révèle qu'il a nourri sa pensée et son langage à même son engagement dans divers épisodes marquant la vie de la société québécoise. Les paragraphes suivants nous feront connaître davantage l'univers de cet écrivain qui, en quelques mots, suggère au lecteur une foule de détails pertinents à l'analyse sociale.

Né en septembre 1946, André Dalcourt grandit dans le petit village de Lanoraie au bord du Saint-Laurent. À l'âge de 12 ans, il devient pensionnaire au Séminaire de Joliette. Élève intelligent mais de tempérament impétueux, les années se succèdent différentes les unes des autres. Durant l'été 1961, il part en voyage avec sa mère pour accomplir le tour de l'Europe où il se sensibilise d'une manière directe à l'époque gréco-romaine et au Moyen Âge. Bien mieux qu'avec un livre d'histoire entre les mains, il perçoit de tous ses sens le poids des civilisations sur notre présent. André Dalcourt ressent profondément que l'école n'est plus pour lui l'unique lieu d'apprentissage. Il reprend cependant la 10e année à l'Académie Roussin de Montréal. Puis, au Collège Barthélémy à Joliette, il commence à se rendre compte de ses dispositions pour la communication. Il éprouve de l'admiration pour son professeur de français qui l'éveille à la sonorité du langage; c'est l'influence première de son amour pour la langue maternelle. Voulant suivre cet exemple et devenir professeur, il fait un an à l'École normale Ville-Marie de Montréal et, en 1966, il entre à l'Institut de culture générale de Montréal pour y compléter un baccalauréat - ès art en français. Son maître, un philosophe réputé nommé Marcel Alexandre, l'initie à la littérature comparée anglaise, italienne et française. Il obtient en 1968 un diplôme décerné par l'Université du Caën et s'inscrit l'année suivante en philosophie à l'Université de Montréal. Vers les mois de mars-avril, il participe à des mouvements de grève coïncidant avec la manifestation en faveur d'un McGill français.

À l'automne 1969, imprégné du climat social bouillonnant de l'époque, il est engagé au *Journal de Montréal* pour couvrir les faits divers. Il prend part à toutes sortes d'activités sociales qui le conduisent à fonder, en septembre 1970, le Syndicat des travailleurs de l'information. L'année suivante, bien au courant de la complexité des relations de travail, il devient chroniqueur syndical. En 1972, il signe une convention collective qu'il transige avec l'avocat du patron, Brian Mulroney. L'année suivante, il est nommé chef de pupitre de tous les secteurs du journal; en mars 1974, il devient correspondant parlementaire à Québec. En mai, il est nommé Secrétaire de la Fédération nationale des Communications de la C.S.N. Il dirige en même temps la grève des techniciens de radio de la Gaspésie et du Nouveau-Brunswick pour l'indexation des salaires et négocie leur convention collective ainsi que celle des journalistes de Québécor.

Le cumul des deux tâches - chroniqueur et négociateur - s'avère difficile; il retourne donc à Montréal, demande un congé sans solde au journal afin de se consacrer entièrement à la C.S.N. à titre de responsable de l'information pour le Front commun du secteur public. En juillet 1976, il contribue à la conclusion des accords entre les fonctionnaires et les représentants du Gouvernement Bourassa. En septembre 1976, devenu conseiller syndical à la Fédé-

ration nationale des Communications, il aide à résoudre la grève des quatre postes de radio de l'ouest de Montréal qui dura vingt-deux mois (janvier 1976 à novembre 1977). Il coopère à la solution, au bout de sept mois, des grèves de *La Presse* et du *Montréal-Matin*.

Fier de ses apports aux règlements de ces conflits, il revient au *Journal de Montréal* en mai 1978 comme chroniqueur judiciaire; il couvre alors le sensationnel procès de l'enlèvement de Marion à Sherbrooke. En 1979, il retourne une fois de plus à la C.S.N. comme adjoint puis conseiller spécial au Comité exécutif pour deux années consécutives; il a alors l'occasion de participer à des réunions internationales du Comité mondial du travail à Bruxelles et à Mexico. En avril 1981, il refait de nouveau le saut jusqu'au *Journal de Montréal* où il prend en main la rubrique des affaires sociales, pendant la fin de semaine.

Mais André Dalcourt ne se satisfait toujours pas de ces résultats. Son désir de parfaire ses compétences lui font reprendre ses études. Il obtient un baccalauréat spécialisé en philosophie à l'Université de Montréal en 1982. Il se prépare maintenant à la rédaction d'un mémoire de maîtrise sur « la nature du conflit ».

Ayant longtemps oeuvré au sein de la Confédération des syndicats nationaux et maintenant encore son engagement syndical comme secrétaire de l'Association des journalistes et des photographes du *Journal de Montréal*, André Dalcourt croit avoir fait sa part dans l'évolution de la situation du travail au Québec. Son prochain défit est celui du journalisme de magazines, car du stress à devoir industriellement écrire un article pour le remettre au journal, il veut en venir à prendre le temps de fignoler un texte où il répondra totalement de ce qu'il écrit dans la formule qu'il aura choisie. On peut déjà apprécier sa collaboration aux magazines *Le «30»*, *Québec-Rock* et à *La Semaine* (comme d'ailleurs le lauréat du Prix Jules-Fournier 1982, Réjean Tremblay) et très prochainement au mensuel *Châtelaine*. Il écrit occasionnellement dans les « libres opinions » de certains journaux, dans la section « Idées et événements » du journal *Le Devoir* où l'on a pu lire entre autres un compte rendu sur le conflit d'intérêt chez les journalistes.

Âgé de 37 ans, marié et père de deux enfants, André Dalcourt est une personnalité pleine de rebondissements, et sa carrière en dents de scie nous le prouve. Nous pouvons certainement attendre de ce journaliste, instruit par expérience de la fluctuation du climat social, d'autres articles qui nous renseigneront davantage sur ce domaine trop souvent négligé.

Sylvie Dugas
Service des communications
Conseil de la langue française

Chroniques
de

André Dalcourt

Prix Jules-Fournier 1983

Le Journal de Montréal, lundi 10 janvier 1983

LE COMPTE À REBOURS EST COMMENCÉ!

Le Front commun a décidé de déclencher les hostilités PAR ÉTAPES

par André Dalcourt

Le Front commun déclenchera une grève générale illimitée à compter du 26 janvier prochain à moins que le gouvernement Lévesque n'accepte de mettre de côté ses lois 70 et 105 et ne reprenne les négociations dans le secteur public.

Le déclenchement de cette grève sera étalé dans le temps. Les 26 et 27 janvier, l'arrêt de travail paralysera tout d'abord le secteur de l'enseignement, tant aux niveaux primaire et secondaire que collégial. Au même moment, les 7 000 professionnels du gouvernement débrayeront eux aussi.

Le 28 janvier, la grève s'étendra à plusieurs services gouvernementaux: l'aide juridique, les garderies, les centres locaux de services communautaires, les CRSSS, les CSS, l'Office de la construction, Loto-Québec, la Régie des installations olympiques et les centres de formation professionnelle.

Le samedi 29 janvier marquera une pause dans l'escalade de la grève. En lieu et place, ce jour-là, tous les travailleurs du secteur public seront invités à participer à une manifestation de solidarité devant l'édifice du parlement dans la Vieille capitale. Dès le lendemain, un petit groupe entrera lui aussi en grève: celui des salariés de la traverse Québec-Lévis.

Hôpitaux

Le lundi 31 janvier, l'escalade atteindra cette fois un secteur plus névralgique: celui de la santé, dans les hôpitaux généraux. Enfin, le 1er février, la grève paralysera les hôpitaux psychiatriques, les centres d'accueil et les hôpitaux privés.

Les quelque 20 000 infirmiers et infirmières de la FQII et du SPIC, non membres du Front commun, vont se joindre, à chaque étape, régionalement, à la grève générale du Front commun.

Ce vaste mouvement de débrayages, impliquant environ 250 000 travailleurs, sera précédé au cours des deux prochaines semaines d'une tournée d'information du Front commun.

Durant cette tournée, les responsables syndicaux vont mettre la dernière main à leurs structures et à leur organisation, en plus de reprendre, à quelques endroits, des votes de grève.

Vote

À la CEQ, il n'y aura aucun nouveau vote parmi les syndiqués. À la CSN, il y aura quelques assemblées syndicales pour permettre aux syndiqués qui n'ont pu le faire avant Noël de se prononcer sur les décrets gouvernementaux. Et à la FTQ, tous les syndicats seront de nouveau visités pour confirmer leurs votes de grève d'octobre dernier.

Enfin, dans le secteur hospitalier, les responsables syndicaux n'entendent pas tenir compte de la loi 72 sur les services essentiels. Ces services seront, comme à l'accoutumée, déterminés par les travailleurs eux-mêmes.

Le Journal de Montréal, samedi 22 janvier 1983

CONNAISSEZ-VOUS VRAIMENT...
YVON CHARBONNEAU?

Un homme têtu et fier qui a une haute opinion de «sa mission» dans l'éducation

par André Dalcourt

Au physique, Yvon Charbonneau, président de la CEQ, c'est un «jack», un cadre de porte de six pieds trois pouces, avec une tête tout en front qui lui donne l'air dur, fonceur, intransigeant.

Mais, au moral, cette montagne a un autre versant. «Cette impression de froideur que je projette, dit-il, est le lot des gens un peu réservés, un peu timides. Pour eux, il n'est pas toujours facile d'établir le contact. Ils assimilent mal la comédie des relations publiques.»

Effectivement, Yvon Charbonneau est timide, il a de la difficulté à se livrer. Un côté de lui-même, le côté fier ou orgueilleux, plus les intérêts qu'il représente, l'oblige à jouer serré. Pas de fissure, un contrôle total et une image compacte, dure et opaque.

L'autre versant, dévoilé à l'arraché, révèle, au contraire, un enseignant enraciné dans son milieu et épris même si cela a l'air cucu, «d'idéalisme à l'égard de la mission de l'éducation».

Mont-Laurier

Enraciné, d'abord: Yvon Charbonneau est né il y a 42 ans, dans une famille modeste de Mont-Laurier. Son père était «jobbeur», un peu menuisier, un peu barbier, homme à tout faire, pauvre.

Jeune, au séminaire de Mont-Laurier, Yvon Charbonneau, n'est pas un leader, un président de classe ou un chef de bande. «J'étais bien tranquille», confie-t-il.

En fait, il est plutôt du genre premier de classe, pas sportif et studieux, les lunettes sur le bout du nez. Modestement, aujourd'hui il dit: «J'étais assidu dans mes études».

L'idéalisme.

Son cours classique terminé, en 1960, il se tourne immédiatement vers l'enseignement. Il décroche une maîtrise en pédagogie et enseigne le français, le grec et le latin au collège Olier à Verdun.

La «mission», enfin.

Rome

En 1965, via l'ACDI de l'époque, il part enseigner le français à Sphax en Tunisie. Il y reste deux ans. Un tantinet nostalgique, il raconte: «À l'école, je rêvais de Rome et de la Grèce. En Tunisie, j'en ai profité: l'été, avec toute ma famille, en camping j'ai visité tous les pays méditerranéens.»

À son retour au Québec, il a décroché une maîtrise en lettres. Sa thèse: «Le temps dans l'oeuvre de Salacrou». Puis, il est happé par le syndicalisme.

«Le syndicalisme était, dit-il, le moyen pour moi d'arriver à un meilleur système d'éducation et à une plus grande satisfaction au travail.»

CEQ

Au sein de la CEQ en 1969, il anime une commission qui débouche en 1970 sur la transformation de la Corporation des enseignants en Centrale de l'enseignement du Québec.

Il en devient le premier président. Passent huit ans, et en 1978, il est défait à cette présidence par Robert Gaulin.

Tout de suite, il revient à ses préoccupations premières: les études et les questions internationales. Il détient une maîtrise en sciences politiques. Et à la CEQ, il est chargé des relations et de la solidarité internationales.

Ce travail, de nouveau, l'amène à voyager: au Moyen-Orient et en Amérique centrale. Il a bien aimé cette époque qui lui laissait plus de temps libre.

Repos

«Dans mes moments libres, dit-il, j'aime bien voir un film de temps à autre ou faire du ski de fond. J'aime bien aussi aller me reposer dans un petit chalet que nous avons dans les Laurentides et ne rien faire tout simplement.»

En juin dernier, par force majeure, il a été de nouveau catapulté à la présidence de sa centrale. Depuis lors, dans une conjoncture économique difficile, il essaie de défendre les intérêts des enseignants.

Il fait face à une tornade de vents contraires. Sa popularité dans la population est probablement plus proche du zéro que de l'infini. Mais il s'acharne, têtu.

Chômage

Sa préoccupation principale, depuis le

Suite page suivante

Un homme têtu et fier qui a...

Suite de la première page

retour des Fêtes: sauver la sécurité d'emploi des professeurs. «Avec la loi 105, dit-il, le gouvernement se prépare à remercier de 12 000 à 13 000 enseignants: 2 800 au primaire, 6 800 au secondaire, 1 500 au collégial, en plus des 2 000 enseignants qui sont déjà en disponibilité.

«Dans une conjoncture où le chômage va sans cesse croissant, il ne comprend pas. Si cela survient, ajoute-t-il, le nombre d'enfants par classe va augmenter de même que la charge de travail de chaque professeur.»

Il convient cependant de la nécessité de réduire les coûts trop élevés de l'éducation au Québec. Mais il note: «Ce ne sont pas les salaires des enseignants qui sont principalement responsables de ces coûts. Nos salaires sont inférieurs d'environ 10 pour cent à ceux de nos confrères de l'Ontario. Par contre, ajoute-t-il, au Québec, nous avons une double structure, un système scolaire pour les protestants, un autre pour les catholiques, une bureaucratie développée au ministère de l'Éducation, des écoles primaires et secondaires non intégrées et un système de transport scolaire fort coûteux.»

Peu à peu, au fur et à mesure que la discussion revient aux dossiers publics, le petit gars de Mont-Laurier, fils de «jobbeur» se referme, le sourcil se durcit, son propos comme sa main se resserre. Il se tend: tout va se jouer dans les prochains jours. Entente ou affrontement?

Il se dit prêt aux deux! «Si vis pacem para bellum.»

Que le vrai Mario Lajoie SE LÈVE!

par André Dalcourt

Cas unique, fait rare, coïncidence exceptionnelle: il existe, au Québec, deux Mario Lajoie, âgés de 18 ans, nés à la même date, tous deux sans travail et ayant tous deux le même numéro d'assurance-sociale: 261-051-023...

Là, ne s'arrête pas la coïncidence: ils ont tous deux les cheveux châtains, pèsent 170 livres, fument des Export «A» et jusqu'à tout récemment, portaient tous deux la moustache. Chacun dans son milieu répond au sobriquet: «Le Gros».

Un Mario Lajoie demeure à Montréal, au 10,645 rue Audoin. L'autre Mario Lajoie réside au 2561 rue Dollard à Shawinigan.

Avant que le *Journal de Montréal* ne les réunisse, hier, ils ne s'étaient jamais rencontrés; mais une erreur de la bureaucratie gouvernementale, en décembre, les avait réciproquement mis au courant de leur existence respective.

Erreur

Cette erreur est survenue le 4 décembre 1982. Ce jour-là, le bureau du Bien-être social de Shawinigan convoque le Mario Lajoie de la localité et l'informe que ses prestations d'assistance sociale sont suspendues sur-le-champ à cause des soupçons de fraude qui pèsent sur lui.

Le service du Bien-être social croit en effet que ce Mario Lajoie retire frauduleusement des prestations d'assurance-chômage à Montréal après avoir «prétendument» travaillé au Rond-Point du meuble à Laval.

Immédiatement, le Mario Lajoie de Shawinigan s'insurge et proteste de son innocence. Par prudence, le bureau du Bien-être social maintient la suspension de prestation mais accepte tout de même de pousser plus loin son enquête.

Au cours de cette vérification, un échange d'informations a lieu entre le bureau du Bien-être social de Shawinigan et le bureau de la Commission de l'assurance-chômage, installé boulevard Crémazie, à Montréal.

Les premiers renseignements échangés laissent croire effectivement à la fraude: tout concorde, le nom, l'âge, la date de naissance, la signature même paraît semblable, à première vue. Quelques jours plus tard, les baptistaires, cependant, mettent fin au quiproquo.

Le baptistaire du Mario Lajoie de Shawinigan est rempli en français sur un formulaire anglophone, imprimé à Toronto. Celui du Mario Lajoie de Montréal est entièrement francophone. La lumière faite, le Mario Lajoie de Shawinigan retrouve sa prestation d'assistance sociale de $144 par mois. Et le Mario Lajoie de Montréal de son côté, cesse d'être inquiété à propos de ces prestations d'assurance-chômage.

À la loupe, il appert qu'une première erreur de la bureaucratie gouvernementale est à la source du quiproquo de décembre: le Mario Lajoie de Montréal détenait son numéro d'assurance-sociale depuis deux ans déjà lorsque son homonyme de Shawinigan a demandé sa propre carte d'assurance-sociale. Quelque part, dans un service gouvernemental, un fonctionnaire a pensé, non sans raison, qu'il s'agissait là d'une demande de renouvellement et lui a expédié une carte d'assurance-sociale portant le même numéro: 261-051-023.

Il a quelques jours, le Mario Lajoie de Shawinigan a reçu un avis lui donnant un mois pour se procurer une nouvelle carte.

Mis en présence l'un de l'autre, pour la première fois hier, les deux Mario Lajoie ont bien ri de toute cette histoire. Qui plus est, ils se sont amusés à se découvrir d'autres points communs. Et effectivement, il y en a quelques-uns, moins exceptionnels: tous deux aiment le rock, celui de Montréal aime aussi le disco; tous deux jouent au hockey, tous deux placent le rouge parmi leurs deux couleurs préférées, tous deux ont quitté l'école au niveau secondaire, tous deux sont nés le matin, celui de Montréal vers 8h15, celui de Shawinigan, entre 6 et 9 heures le matin (la différence qui sauve les astrologues), et tous deux ont parfois les yeux verts, ceux du Mario Lajoie de Montréal virent quelque fois au brun.

Cela dit, là s'arrête la plaisanterie: chaque Mario Lajoie possède sa personnalité bien à lui, au faciès, comme au moral, ils ont moult particularités distinctives. Ainsi, du côté de la parenté, le Mario Lajoie de Shawinigan possède un cousin d'un an son aîné qui s'appelle lui aussi Mario Lajoie. Le Mario Lajoie de Montréal, non! _____

Le Journal de Montréal, dimanche 13 février 1983

TRENTE BOUTS D'CHOU JOUENT AUX CRITIQUES EN VISIONNANT «ULYSSE 31»

«La musique est un peu heavy mais c'est bon parce que les enfants décident...»

— David, 8 ans

par André Dalcourt

Matinée de grande première, hier, rue Saint-Denis: «Ulysse 31», le dessin animé francais, a été diffusé pour la première fois en terre québécoise et il a recueilli l'approbation unanime d'une trentaine de critiques avertis, des bouts d'chou de 6 à 12 ans.

Tout s'est passé comme les soirs de grande première: les critiques sont arrivés à bord des limousines(?) de leurs pères.À l'intérieur, leurs mères leur ont enlevé casques, bottes et manteaux. Puis, pour la projection, ç'a été le petit goûter: pop corn et jus à volonté.

«Silence, ça commence!»

Les bouts d'chou ont écouté le dessin animé attentivement. Le film reprend l'Odyssée d'Homère, 40 siècles plus tard, au 31e siècle. La dramaturgie est familiale : Ulysse parcourt l'espace avec son fils Télémaque et sa fille Thémis, pendant que son épouse, Pénélope , demeure à la maison à l'attendre.

Évidemment, les héros vivent mille péripéties et font face à mille dangers. Dragons, monstres, etc. Mais le brave Ulysse a son épée de Jedi et Télémaque , sa fronde électro-magnétique.

Trois cents personnes ont mis deux ans et demi d'efforts pour réaliser les 26 aventures de la série, sous la direction de Bernard Deyries. La compagnie luxembourgoise de télévision, en collaboration avec FR3, y a investi $4 millions.

Dès sa sortie en France, Ulysse 31 a connu le succès: fan-club de milliers de membres, T-shirts, draps, 45 tours-disque d'or. Inondation de sous-produits, comme pour E.T., Albator, Capitaine Flam, Solaris, l'Araignée, Goldorak même, n'ont plus qu'à se rhabiller. À en juger par les critiques d'hier, le film, diffusé au Québec, connaîtra le même sort!

C'est, encore une fois, que la dramaturgie est familiale et que les enfants téléspectateurs s'identifient parfaitement à Télémaque et Thémis, des héros de leur âge.

À la fin de la première, les bouts d'chou critiques ont unanimement clamé hier, qu'ils avaient aimé, Télémaque et Thémis, bien sûr, mais aussi Nonos, leur robot-bouffon.

Minutieusement, ils ont pris leurs crayons à la mine, comme à l'école, et ils ont rédigé leurs critiques: Paule, 8 ans: «Ce sera populaire parce que moi j'aime ça.» Alexandrine, 12 ans: «Non, je ne pense pas que ça va être populaire parce que juste les enfants vont l'écouter.» David 8 ans: «Je trouve la musique un peu heavy. Mais c'est bon parce que, dedans, c'est les enfants qui décident. «(C'est l'intuition centrale, et aussi une des clefs du succès de E.T.) Isabelle, 12 ans: «Moi, j'aime les dessins animés parce que je suis romantique.» Anik, 7 ans: «C'est bon mais ça ne dépassera pas E.T.»

Le Journal de Montréal, dimanche 27 février 1983

DE BRIGITTE BARDOT À NANETTE WORKMAN

Les femmes ont apprivoisé la moto

par André Dalcourt

Au début, Brigitte Bardot, sexy, est apparue sur un «poster» en bottes de cuir, accoudée sur sa Harley-Davidson.

Puis, Janis Joplin, les cheveux en brousaille, a posé à cheval sur une moto pour une pochette de disques.

Après, Diane Dufresne a crié son «rock-defille amoureuse du gars de bicycle».

Et voilà, maintenant, que Nanette Workman, joue à l'hôtesse-mascotte au Salon de la Moto, en fin de semaine, au vélodrome Olympique.

Entre Brigitte Bardot et Nanette Workman, il s'est écoulé 15 ans,quinze ans pendant lesquels les femmes ont peu à peu apprivoisé la moto et vice versa.

«Je trouve que cela fait partie du mouvement d'émancipation de la femme», de dire Mme Nicole Bernard, la présidente de la Fédération québécoise des clubs de motocyclistes, «Avant la femme était trop prisonnière de la tradition. Maintenant, elle se sent à l'aise partout».

Mme Bernard sait de quoi elle parle: elle préside le conseil d'administration de la Fédération avec 14 hommes. Elle n'est pas seule: une autre femme dirige la Fédération canadienne, Mme Marilyn Bastédo.

Rock

Effectivement, le Conseil de l'industrie de la motocyclette et du cyclomoteur note dans son bulletin de décembre 82, que près de dix pour cent des conducteurs de motos au Canada sont des femmes. Mme Nicole Bernard espère fonder bientôt une section féminine de compétition de motocross.

À la moto on associe souvent le rock'n roll. Cette association est particulièrement évidente au Salon de la Moto. A côté des kiosques de Harley, de Suzuki et de BMW, il y a ceux de CHOM-FM, de CKOI et de Québec-Rock.

Pas de disco. Dans son bulletin de décembre, le Conseil de l'industrie explique d'ailleurs: «Parmi les facteurs qui ont contribué au succès(de la moto), on a cité les tenues des motocyclistes qui ont rejeté le disco.»

Avec la moto, la femme a aussi apprivoisé le rock: il y a Marjolaine Morin, Pat Benatar, Johan Jets et Nina Hagen. À la source des deux une même volonté de puissance.

C'est difficile de décrire le feeling de la moto, raconte M.Richard Desmarais, directeur général de la Fédération québécoise. Ca ressemble au feeling de l'équitation. L'impression de faire un avec sa monture, l'impression de la maitriser, plus une incroyable impression de liberté.«La liberté des nomades».

Fuck-off

Cette liberté de nomades s'illustre assez aisément à travers les accessoires exposés au Salon , accessoires qui accompagnent habituellement le style de vie du motard: vestes de cuir, lunettes teintées et décalques.

La plupart de ces decalques montrent des aigles, des mauvais augures comme le chiffre 13 ou des slogans, le plus éloquent étant: «Fuck off». Peu étonnant que l'industrie de la moto, misant sur le "feeling" de liberté, ait choisi la saison printanière pour lancer ses nouveaux modèles. Peu étonnant, aussi, que les sédentaires, citadins ou ruraux, aient toujours été à la fois craintifs et envieux à l'approche des nomades libres.

Ils sont 700 000 nomades de la sorte au Canada, 700 000 propriétaires de moto, et le Québec en représentait, en 1982, quelque 23,9 pour cent, une augmentation de 3 pour cent par rapport à l'année précédente.

Par contre, l'an dernier, il accaparait a lui seul les trois quarts de toutes les mobylettes, de tous les cyclomoteurs du pays. «Je ne peux m'expliquer ce phénomène, commente M.Richard Desmarais, sinon en me référant à notre tempérament latin.»

L'industrie de la moto dans son ensemble, ventes, accessoires et services compris, représentait, en 1982, un chiffre d'affaires de 640 $ millions au pays. Dans le monde, elle était bien sûr dominée par les Japonais.

Cette domination est très visible au Salon de la Moto. Mais, les pionniers de l'industrie: BMW, Triumph, Harley y sont aussi présents. Il est également possible d'y admirer une belle Indian Roadmaster 1947 et une Ducati, la Ferrari de la Moto. Comme «feeling de liberté, y pas plus puissant...»

Le Journal de Montréal, lundi 18 avril 1983

LÀ OÙ L'ON CÔTOIE DES «PEOPLES OF DISTINCTION!»

Quand Gérard-D. «brunche» avec les libéraux de Robert-Baldwin!

par André Dalcourt

Au centre, un bar «vieux pub» attire l'attention: comptoir massif, accoudoirs cuivrés et fauteuils douillets pour cuites distinguées. Tout autour, en contraste, éclate au soleil une terrasse de lierres, de philodendrons, de cactus et de palmiers. Entre les tables en rotin, M.Gérard-D. Lévesque distribue les poignées de mains.

Nous sommes, dimanche matin, au restaurant La Cafetière, à Dollard-des-Ormeaux. Place au brunch libéral de Robert-Baldwin! Les partisans sont là, plus de 400. Ils ont payé 100 $ chacun sans rechigner pour renflouer la caisse du parti. Louise Robic, la présidente, sourit d'allégresse. Elle confie à tous ses amis que la campagne de financement du parti a été un succès. L'objectif de 2 $ millions a été dépassé.

Les femmes sont belles et superbement habillées. Les hommes, eux, beaucoup moins. Deux catégories. Les 40 ans bien portant: tempes grises, racquet-ball et ventre plat. Et les 50 ans bedonnant, du genre: «Où est passé mon caddy ?». Gérard-D.Lévesque comprend qu'il côtoie, selon ses dires «des peoples of distinction».

Pendant une demi-heure, avec cinq de ses députés, il rencontre des «M. et Mme...» qu'il oublie aussitôt. Herbert Marx, Reed Scowen, John Caccia, Daniel Johnson Jr et John O'Gallagher, le député du comté, le secondent poliment. Dans la grande famille des libéraux présents, il y a aussi M.Jacques Mongeau, le président du Conseil scolaire de l'île de Montréal et une douzaine de conseillers de Roxboro, Pierrefonds et Dollard-des-Ormeaux.

Le brunch «social-mondain» est bien lancé. Après les tintements de verre, les éclats de rire. On boit. Mais sans excès. Que des «Bloody Mary». À l'entrée, un orchestre de 32 musiciens bat la mesure. À l'(hymne national), tout le monde se lève patriotiquement. Dans un instant, après le buffet: les «speaches».

Daniel Johnson Jr, député de Vaudreuil juste à côté, prend la parole le premier. À côté, une femme se penche à l'oreille de son mari et lui demande s'il s'agit de Gérard-D. Lévesque. «Non» lui répond-il sèchement. En anglais, Daniel Johnson dénonce la mauvaise gestion du gouvernement Lévesque. Des achats inutiles comme celui d'Asbestos, des dépenses excessives comme celle de Québecair. «Un gouvernement libéral, conclut-il, prendrait des décisions plus informées parce que les membres du Parti libéral connaissent ça, l'administration.»

Arrive, enfin, le chef intérimaire du PLQ, M.Gérard-D. Lévesque. Il commence dans le sens du poil. Il souligne le «bon travail» de John O'Gallagher, le député de la circonscription; et, dans la foulée, le travail de tous les députés libéraux. «Des députés, dit-il, qui travaillent à des conditions inférieures à celles qu'ils auraient dans la vie privée».

Bien réchauffé, il attaque alors les trois thèmes que son auditoire ne se lasse pas d'entendre. En substance, dit-il, le Parti libéral est pour un Québec fort dans un Canada uni, favorable à la croissance économique et respectueux de l'égalité de tous les citoyens (petite référence à la loi 101). Applaudissements de la salle! Les premiers. M.Johnson s'en était passé!

Toute la gomme enfin! M.Gérard-D. Lévesque enfourche le dossier du règlement hors cour du saccage de la baie James. Il rappelle que le Premier ministre Lévesque a menacé de mettre fin rapidement à la commission parlementaire qui étudie cette question. «Jamais, lance-t-il, démocrate, nous n'accepterons que le Premier ministre mette fin prématurément à cette commission qui se penche sur sa conduite. Il a donné sa parole que nous aurions tout le temps nécessaire pour entendre les témoins dans ce dossier. Nous n'avons même pas entendu encore nos propres témoins que déjà il parle de nous baillonner. Nous ne nous laisserons pas faire. L'opinion publique ne le permettra pas non plus.» Re-applaudissements! Il avait l'accent d'un chef permanent...!

DUTOIT, l'homme qui a démocratisé l'image de l'OSM

par André Dalcourt

Nom: Charles Dutoit.
Date de naissance: 7 octobre 1936.
Profession: directeur artistique de l'orchestre symphonique de Montréal.
Nationalité: suisse.
Défaut: impulsif.
Qualité: suisse.

On écrit suisse, mais on prononce rigueur!

La rigueur seule permet, en effet, à cet homme de vivre à son rythme effréné, de canaliser son énergie, de baliser ses efforts et de dompter sa boulimie.

En un an, il a traversé 26 fois l'Atlantique, donné des dizaines de concerts, enregistré quelques disques et remporté le prix Charles Cros et le Grand Prix de Montreux.

Le temps de souffler et, déjà, il doit faire face la saison 83-84: concert à Carnegie Hall avant l'été, concerts pour la Saint-Jean, la Confédération, le 14 juillet, le 375e anniversaire de Québec, le vingtième anniversaire de la Place des Arts, le 50e anniversaire de l'OSM et le 450e anniversaire du Canada en 1984.Ouf!

«Vous paraissez nerveux!», lui dis-je, pas cynique du tout «Je ne suis pas nerveux, me répond-il. Je suis agité.» Une nuance: la fatigue! Ce jour-là, effectivement, il a les yeux cernés, l'air exténué. «Prenez-vous le temps de vous reposer parfois, de faire du sport, de la lecture, autre chose ?»«Oui, me réplique-t-il, hésitant, de la natation d'une manière assez régulière avec mon épouse qui adore ça. Mais il faut dire que je n'ai pas beaucoup le temps... Tout de même, dès que je suis dans un avion ou dans une chambre d'hôtel, je fais beaucoup de lectures.»

Oui, il lit. Mais encore là, par rigueur et avec rigueur. Ces temps-ci, il dévore les romantiques allemands: Novalis, Kleist. Cette culture littéraire manquait à sa formation. Il effectue un rattrapage. Tout jeune, il avait fait des études scientifiques pensant devenir physicien ou ingénieur comme Monteverdi.

Charles Dutoit est venu très tard à la musique. Par hasard. A 14 ans. «A l'âge, dit-il, où d'autres commencent leurs carrières.» D'origine modeste, personne chez lui ne jouait d'un instrument. Il s'est remis aux études, sitôt initié. Ardemment. À Lausanne et à Genève. Ardemment et brillamment. Sorti du conservatoire, il a dirigé l'orchestre de Berne, celui du Mexique et celui de Goteberg en Suède. Puis, il a pris la tête de l'OSM en 1977.

Depuis lors, peu à peu, sans en avoir l'air, il a démocratisé l'image de l'OSM. Une fois, on l'a vu diriger l'orchestre symphonique, un chandail du Canadien sur le dos. «Il est bon, commente-t-il, de ne pas toujours avoir l'air d'un pingouin. J'aime beaucoup vivre d'une manière aussi simple que possible. Je me trouve bien ici.»

«Je pense aussi, poursuit-il, que cette démocratisation est importante pour nous compte tenu des transformations sociales que subit le Québec, des transformations culturelles aussi, avec cette prise de conscience de la population francophone qui n'a pas eu l'occasion de se cultiver, disons du point de vue musical, peut-être autant que les autres pour des raisons que je ne veux pas discuter ici. Je sens qu'il y a une réticence dans la population francophone et moins de traditions de venir aux concerts à la Place des Arts. Comme les autres s'en vont, il faut bien que d'autres viennent à leur place. Et pour qu'ils viennent, il faut un peu aller les chercher.»

Simultanément, Charles Dutoit a francisé le répertoire de l'orchestre symphonique. Il l'admet mais avec des nuances.«J'ai un nom français, mais je ne suis pas Français. L'orchestre a un nom français n'étant pas complètement francophone. On se trouve à Montréal qui est une ville francophone, mais qui ne l'est pas complètement non plus. Alors, on a joué un répertoire français parce qu'il y avait beaucoup de francophonie autour, mais aussi parce qu'il y avait un vide au niveau international.»

Maurice Ravel, a l'évidence, s'est retrouvé au centre de ce répertoire. Ses prix, l'OSM les a remportés avec son enregistrement de «Daphnis et Chloé». Arrive «Le Bolero». Puis,«La mère l'Oye». Et, au programme 83-84, «Rapsodie espagnole». Qu'est-ce que Maurice Ravel et Charles Dutoit ont en commun? Sur papier: la Suisse. Le grand-père de Ravel était de nationalité suisse. Et Stravinski traitait souvent Ravel «d'horloger suisse». A part ça.....?

«Je ne peux pas dire, ajoute Charles Du-

Suite page suivante

DUTOIT, l'homme qui a...

Suite de la première page

toit, que Ravel soit mon compositeur préféré. Personnellement, je préfère De Bussy à Ravel. De Bussy est un plus grand genie.» Il demeure des affinites particulieres.«Bien sûr, declare le maitre, je prefere la bonne bouffe française, délicate et bien faite, à la grosse tambouille de l'Europe centrale pleine de graisse et de haricots...Et Ravel se trouve justement dans ces zones où je nage avec plus de plaisir.»

Mais Charles Dutoit a-t-il un compositeur preféré? «En nommer un seul, c'est très limitatif,remarque-t-il.» «Nommez-en trois, lui dis-je. Il s'execute. Il en nomme dix. «J'aime bien Bach. Mozart est essentiel à ma vie. Bethoven, on ne peut s'en passer. Mais, on peut aller plus en arrière avec Monteverdi. Il ne faudrait pas oublier Schumann et Brahms. Et je m'en voudrais de ne pas parler de Wagner, de DeBussy, de Stravinski et de Bartok.»

Charles Dutoit.
Univers:la musique.
Passion: démesurée.
Avenir: bravos!

Le Journal de Montréal, mardi 24 mai 1983

FÉBRILE ET SECRÈTE, GÉNÉREUSE ET ANGOISSÉE

Corinne Côté-Lévesque

par André Dalcourt

Elle est fébrile et secrète, généreuse et angoissée, un mélange d'élans et de retenue, de peurs et de passions; ses couleurs préférées sont le rouge et le noir: Corinne Côté-Lévesque!

Elle est née le 10 novembre 1943. Tout est là: elle est Scorpion. Un peu suicidaire, un peu destructrice. «Aussitôt, dit-elle, que je réussis quelque chose... je suis tentée d'arrêter.»

Son enfance, elle l'a passée à Alma, dans le calme de la campagne saguenéenne. Elle est issue d'une famille très comme il faut. À l'école, elle est la première, toujours bien mise, pas du tout espiègle.

«J'aimerais donc dire aujourd'hui que j'étais la dernière et que je faisais des mauvais coups, commente-t-elle en riant. Mais non, c'était plate comme ça.»

Corinne Côté-Lévesque n'a pas de joyeux souvenirs de sa jeunesse. «En fait, dit-elle, j'ai des souvenirs ni bon, ni mauvais. C'est plutôt pour moi une sorte de néant. Oui, un petit néant!»

Ses études terminées, elle enseigne. «Ma voie, laisse-t-elle tomber, était toute tracée...» Le mariage...les enfants... Pourtant, quelque chose résiste!

Elle rêve!

C'est l'époque des boîtes à chansons, l'époque où l'on pêche les rêves au filet, au plafond: chaque fois que des chansonniers viennent à Chicoutimi, pour «un peu d'ailleurs», elle est au premier rang.

«Et quand arrivait l'été, ajoute-t-elle, je m'en allais à Québec et je m'en donnais à coeur joie.»

C'est à cette époque qu'elle entend pour la première fois: «Ne me quitte pas.» C'est le coup de foudre. «Cet été-là, précise-t-elle, je suis tombée amoureuse de Jacques Brel.»

«Le rouge et le noir ne s'épousent-ils pas?»

Deux années plus tard arrive l'événement qui bouleverse sa vie: «Ma rencontre, dit-elle, avec René.»

«Je dirais que c'est une des plus belles périodes de ma vie. C'était en 1968, au sein du MSA. J'avais 24 ans. J'ai vécu à ce moment-là des choses qui ont bouleversé ma vie. Ma façon de voir les choses a complètement changé.»

Effectivement, cette rencontre est un tournant. Du noir au rouge. Corinne Côté coupe des ponts, quitte la région, abandonne l'enseignement et commence à travailler au sein du Parti québécois.

Ce sont les années ardentes. Elle est recherchiste, puis secrétaire de Guy Joron dans le comté de Gouin jusqu'au 15 novembre 1976. Quelques mois plus tard, elle épouse René Lévesque.

Aujourd'hui, quand elle n'assume pas publiquement son rôle d'épouse du Premier ministre du Québec, elle vit entourée de plantes et de musique dans un immense appartement au flanc du Mont-Royal.

«Avec Montréal, dit-elle, ç'a été le coup de foudre. J'adore les grandes villes. Parce qu'elles sont trépidantes; mais aussi pour l'anonymat qu'on y trouve et la liberté que permet cet anonymat.» Corinne Côté-Lévesque, libre, consacre beaucoup de temps à ses amis. «Pour moi, dit-elle, c'est très important. Des fois, des amis, on pense qu'on n'en a pas. Mais j'en ai. Durant certaines périodes difficiles, je me suis rendu compte que j'en avais. Je les cultive, je n'aime pas papillonner. Ils sont généreux, de la générosité du coeur. Et cette générosité est, à mes yeux, le sentiment le plus précieux. Je ne suis pas très communicative et je peux avoir l'air d'une froideur épouvantable; mais quand une personne a besoin d'une attention, je le sens...»

Une tragédie a peut-être donné toute sa valeur à l'amitié?

«Une fois, raconte-t-elle, j'ai perdu une personne que j'aimais beaucoup: ç'a été terrible! C'était une de mes grandes amies. Elle avait choisi de mourir, ce qui est, à mon avis, moins grave que lorsque la mort prend quelqu'un par surprise. Mais ç'a été tragique!» Angoisse. «Je pense beaucoup à la mort, continue-t-elle. Je suis un vrai Scorpion là-dessus. Pour moi, la mort est partout. C'est fou mais on ne se refait pas! Elle me fait peur. Elle est la peur de l'inconnu mais aussi la peur que cesse le plaisir de vivre.»

«Car j'aime vivre, dit-elle, sourire en coin, j'aime être ici, je suis contente, puis... j'aime prendre du soleil, aller à la mer, aller en vacances. Cet été, ce sera sous le ciel de l'Italie.» Elle s'illumine tout à coup et elle rit. Elle rit magnifiquement.

Suite de la première page

Féminisme: «Il faut que les femmes obtiennent l'égalité des chances»

«Je suis féministe, affirme Corinne Côté-Lévesque. L'aliénation de la femme depuis le début des temps me choque.»

Le monde du travail est, à son avis, le secteur d'activités où les femmes sont les plus exploitées. La lutte des féministes contre la pornographie, au printemps ne l'a pas beaucoup frappée.

«Je n'ai pas l'impression, dit-elle, que c'est surtout dans ce domaine-là que la femme a été exploitée. Il y a quelque temps, Oui. Maintenant, moins. On y exploite autant les hommes que les femmes.»

C'est dans le milieu du travail qu'elle voit le plus d'injustices à corriger. «Il faut que les femmes obtiennent l'égalité des chances, la parité salariale, dit-elle, et qu'elles accèdent aux postes de commande.»

«D'ailleurs, ajoute-t-elle, moqueuse, le pouvoir aurait intérêt à être partagé équitablement!»

«Ultimement, conclue-t-elle, j'aspire à ce qu'il y ait, dans le combat féministe aussi, une sorte de désarmement, que chacun puisse faire à sa façon, sans discrimination, dans le respect des différences.»

«Mais nous n'en sommes pas encore là...»

Politique: «Je l'ai connue à travers René»

Q:Mme Côté-Lévesque, qu'est ce que vous pensez du monde politique? De la politique? Un univers dévorant, obsessif? Un univers de stratégies continuelles?

R: «Moi, je l'ai connue à travers René qui n'est pas un fanatique, qui n'est pas non plus un homme de stratégies. Il est plutôt un homme de coeur qui a le goût de faire avancer la société. À sa façon, bien sûr! Les gens peuvent juger; mais, au moins, il veut faire avancer les choses. Il n'est pas du genre à établir une stratégie. Il pense plutôt à long terme. Il a de grands objectifs et il essaie de les atteindre.»

«Moi, ce que je vois du monde politique depuis que j'y suis, c'est, au fond, une grande solitude, l'immense solitude de l'homme politique.»

Q: Il y a peu de gens qui peuvent dire ça aussi bien que vous!

R: «Cela me frappe: plus on avance dans ce pouvoir-là, plus on est seul.

Q: C'est dur à supporter?

R: «C'est très dur, très dur!... Peut-être aussi les gens cherchent-ils cette solitude sans s'en rendre compte?»

(Quelques minutes plus tard dans l'entrevue...)

Q: Et votre rôle d'épouse du Premier ministre, dans l'ombre, est-ce qu'il ne vous pèse pas quelquefois?

R: «Dans l'ombre, oui; mais pas tout à fait comme une femme au foyer dont le mari travaille. En plus, dans mon cas, l'ombre, on la cultive, il faut qu'elle soit là. Il faut participer à des activités. Quand on me le demande, je dis toujours que cela m'embête; mais cela finit toujours par être intéressant et, après coup, je me dis souvent «Heureusement que j'y suis allée.»

«Le problème, c'est qu'on n'est presque jamais mis au courant du dossier. On est là pour parader. Le fond de l'histoire, on ne le connaît pas...»

Q: On vous met là et on vous demande d'avoir un certain comportement?

R: «Voilà!»

Suite de la deuxième page

Elle lit de tout

La littérature est au centre de la vie de Corinne Côté-Lévesque. Elle lit de tout. «Des essais politiques évidemment, dans le milieu, dit-elle, je ne peux pas y échapper, mais des biographies et des romans surtout.» Chaque mois, elle en fait un compte rendu critique dans les magazines *Actualité* et *Marie-France*.

«J'ai toujours, ajoute-t-elle, un peu de réticence à faire ce métier-là. Je me sens toujours un peu en porte-à-faux justement parce que, n'étant pas écrivain, je me dis: de quoi tu te mêles? Porter un jugement sur une oeuvre qui demande tellement de générosité, de travail et d'angoisse aussi, c'est un peu gênant...»

De l'angoisse de l'écriture, elle parle en connaissance de cause. «J'ai essayé d'écrire, confie-t-elle, mais je manque de discipline. Et puis, il faut passer par-dessus l'angoisse, arriver à s'accepter sinon on trouve mauvais tout ce que l'on fait...»

«Je me suis essayée à l'adolescence, comme tout le monde, confie-t-elle. Puis, à partir de l'adolescence, j'ai lâché la plume complètement, cela me faisait peur.

MÊME SI ELLE EN PARLE AVEC DOULEUR

Corinne Côté-Lévesque n'a pas d'enfant et n'en aura vraisemblablement pas

Corinne Côté-Lévesque n'a pas d'enfants et n'en aura vraisemblablement pas. Mais lorsqu'elle en parle, elle en parle avec douleur...

«Je ne sens pas une pression sociale exigeant de moi d'avoir un enfant, dit-elle. Il y a quelques années, je l'aurais peut-être sentie. Mais j'ai l'impression maintenant que les gens acceptent le fait que je n'en aie pas.

«Bien sûr, dans toutes les conversations avec les femmes qui ont des enfants, il y a la fameuse phrase qui revient toujours: «Toi, tu peux pas comprendre, t'as pas d'enfants.» C'est une phrase qui me blesse, alors je ne dois pas être encore complètement libérée de cette chose-là.

«C'est sûr que j'aurais aimé avoir des enfants, mais ça ne s'est pas trouvé...

«Mais elle reste cette nostalgie-là, et je suis sûre que c'est un relent de notre éducation, elle reste cette nostalgie comme quelque chose d'inachevee... quelque chose qui ne sera jamais achevée. Ce n'est pas une pression sociale. C'est surtout moi au fond qui le prends mal!

«La question est réglée dans un sens parce que je n'aurai pas d'enfants. Mais, dans un autre, elle ne l'est pas complètement. Parce que cela me fait encore mal lorsque les gens me disent cette phrase-là. Et parce que cela fait encore mal, je me dis que je considère encore que c'est comme une vie inachevée... Et une vie qui ne sera jamais achevée parce que je n'aurai pas d'enfants.»

Q.: Ça vous fait mal de constater que des gens trouvent votre vie inachevée?

«Non, c'est moi! Au fond, quand j'analyse cela, je dirais plutôt que c'est moi. Le problème est de moi. Les gens ne me disent pas ça pour me faire de la peine. C'est vrai que je ne sais pas ce que c'est. Ce qui ne m'empêche pas d'aimer beaucoup les enfants et de les comprendre...

«Il y aurait, dit-elle l'oeil moqueur, il y aurait quelque chose à gratter pour un psychiatre.»

Le Journal de Montréal, lundi 6 juin 1983

AUX MAINS DES BULGARES DEPUIS 1912

Le légendaire «Montreal Pool Room» détient encore la recette du meilleur hot-dog de la métropole

par André Dalcourt

Tout autour, c'est la Main, la vraie, angle Sainte-Catherine et Saint-Laurent, la Main qu'il faut franchir pour y aller!

Le dimanche après-midi, elle grouille, cette Main. Mi-«Sainte-Carmen de la Main». Mi-«Amarcord» de Fellini. Devant le Café Cléopâtre, deux motards, fesses serrées, coups de fouet et bottes de cuir, astiquent leurs Harley-Davidson ! Ils jouissent de l'instant, power trip, avant de disparaître à pleins gaz en équilibre sur la roue arrière. Derrière eux, passe une grand-mère, une Chinoise, âgée de 75 ans au moins. Elle marche, l'air chétif, vers le sud, son quartier et transporte un sac de provisions, rien dedans, peut-être un lichie et un radis. À l'Arcade Vidéo, elle croise un grand sec, skin head, qui gesticule sans arrêt comme embêté par un scoth-tape collé au bout du doigt. C'est un sourd-muet, maniaque des guerres galactiques, qui explique le jeu à sa blonde, une Amérindienne. Tout à côté, presque à ses pieds, dans l'entrée du restaurant Mr. Souvlaki, un clochard joue de l'accordéon. «Cerisiers roses et pommiers blancs». Un ami borgne, robineux comme lui, invective «Fuck you» les passants et leur fait le gros oeil blanc!

Arrive le numéro 1200... c'est là!

«Bonjour Maria. Deux hot-dogs, une patate et une orangeade, s'il vous plait» Maria, c'est Maria Koleff, âgée de 60 ans, la gérante du «Montreal Pool Room». Maria a quitté sa Bulgarie natale en 1967. Elle a prétendu qu'elle allait se marier au Canada. Le pseudo-mariage n'a jamais eu lieu. Aussitôt arrivée au pays, elle a commencé à travailler pour Daco Filipov, le Bulgare, proprio du restaurant. Depuis ce temps, presque sans répit de 8 à 18 heures, elle tient la caisse de ce restaurant mythique, le Schwartz du hot-dog. Le «Montreal Pool Room» a été fondé en 1912 par Janko Mandev, un Bulgare fraîchement arrivé de New York. Le bougre avait en poche la recette du hot-dog. Il a ouvert une salle de billard et, dans un coin, il a installé un petit comptoir. À sa mort, dit-on, il était riche comme Crésus.

Aujourd'hui, l'espace consacré aux hot-dogs a grignoté celui naguère réservé au billard. Le proprio conserve au fond de la salle, par principe, deux tables de billard qui ne servent jamais. Le reste de l'espace sert à déguster du hot-dog. Le personnel en sert 2 000 par jour. Un personnel en or, les Nations-Unies: Charlie, un Yougoslave, Joseph, un Salvadorien, Vincenzo, un Italien, Témistocle, un grec, et Jeanne, le soir, une Québécoise.

Le client, lui aussi, arrive de partout: du Marché Créole de l'autre côté de la rue, de l'Ecole nationale de théâtre, à deux portes; il s'appelle Jos Bleau, Coco Léopold, Pat et Rita, Village People, Michel Côté, Pol Martin, Robert Charlebois, Claude Poirier... Peu importe! Jamais de grabuge, jamais de rififi!. Policier du 33, pute du Casanova. C'est le sanctuaire: «moutarde choux, s'il vous plait!»

Dehors, grouille la Main. Sur le trottoir, au Rialto, des travestis font semblant de danser le «Bunny-up». Fellini again: «Satyricon»!

Marjolène Morin: celle qui éloigne le renard de Corbeau

INTERVIEW

par André Dalcourt

«Elle, c'est la future star du Québec», s'est écrié Robert Charlebois en l'apercevant sur les Plaines d'Abraham, il y a 5 ou 6 ans. «Elle», c'était Marjolène Morin. À l'époque, elle n'était pas connue. Elle n'était pas encore la chanteuse du groupe rock Corbeau.

Aujourd'hui, les choses ont bien changé. Au dernier gala de l'ADISQ, Corbeau a été nommé le groupe rock de l'année. «Illégal», son troisième microsillon, a mérité un disque d'or: plus de 50,000 exemplaires vendus. Et l'on parle d'une tournée en Europe à l'automne.

Elle, Marjolène, elle est devenue l'âme de Corbeau, la chanteuse soliste, plus aucun autre membre du groupe ne pousse de tounes durant les shows. Elle est celle par laquelle le groupe est unique, la griffe de la bande, le fauve de la meute.

Du fauve, elle a toujours eu l'allure sauvage, l'air indompté. Au Zodiaque, elle est Lion. Adolescente, à Montréal-Nord, «j'étais tannante, dit-elle en riant. Je n'écoutais pas. Je rentrais pas». Elle se tient avec des gars de bicycle. Dans les parcs, les arénas. Elle fabrique de fausses cartes d'identité pour se vieillir et entrer dans les salles de danse. «Par la danse, explique-t-elle, on exprime des choses que l'on ne peut pas dire.»

À la maison, quand elle ne se tiraille pas comme un tom-boy avec l'un de ses quatre frères, elle chante. Elle s'enferme dans sa chambre et s'enregistre. Elle chante les succès de l'heure, de Connie Francis à Brenda Lee. «J'ai toujours su que j'allais chanter», raconte-t-elle. Comment? «Je ne peux pas le dire; mais je savais que je chanterais un jour.»

A dix-huit ans, Marjolène devient secrétaire au cegep Bois-de-Boulogne. «J'étais bien, dit-elle, avec les jeunes.» Beat, jeunesse, sports, ski nautique et ski alpin. Le temps coule. Mais, un jour, sa soeur Carole, mannequin, lui fait connaître le monde de la mode et de la photo. «J'ai vu rapidement que la vie y était plus facile.» A 20 ans, exit le cegep, Marjo devient, elle aussi, mannequin, modèle, covergirl.

Elle passe ainsi quelques années avec Pierre Dury, le photographe de Diane Dufresne, et parade notamment pour la boutique Pur Hasard. «J'aimais, dit-elle, parader pour cette boutique. Il y avait souvent pour les mannequins des mises en scène fondées sur la mythologie grecque.» Elle joue aussi dans quelques revues de Francois Guy: «Nil en ville», «Circociel».

Puis, un jour, elle passe de la caméra à la cinécaméra. Elle se retrouve sur le plateau de tournage d'un film de Pierre Harel. Elle y fait peu de choses: elle dactylographie le scénario. Mais la rencontre est déterminante. Quelques mois plus tard, Pierre Harel fonde Corbeau et lui demande d'en devenir la chanteuse.

Elle accepte, un peu craintive, en hésitant. Elle reste dans l'ombre de Pierre Harel pendant six mois. Elle apprend les rudiments du métier. Elle lit Baudelaire, Rimbaud pour comprendre l'écriture. Puis, au terme de cette demi-année, comme convenu, Harel quitte le groupe et Marjolène se retrouve seule sur scène.

«Au début, j'étais gênée, dit-elle. J'étais avec quatre gars et je n'avais jamais fait cela. Je faisais face à des résistances en moi. J'étais gênée de sortir ce que j'avais en dedans. Donner de soi-même, c'est comme une thérapie, c'est dur.» «Ailleurs», la chanson qu'elle préfère, elle l'a composée dans le noir, accroupie dans une boîte.

Puis, arrive son premier show. Comme un fauve, elle le donne dans une cage: à la prison de Cowansville. Entre les barreaux, c'est la fête. «Sur scène, j'ai tout donné, raconte-t-elle, mon jacket, mon collier, mes boucles d'oreilles, mes bracelets... Les gars étaient fous.»

Marjolène découvre son pouvoir, découvre le pouvoir. «Le feeling de puissance que je ressens au milieu d'un show, dit-elle, c'est écoeurant. Quand c'est solide, il n'y a rien pour m'arrêter. Des fois, j'ai l'impression que je fonce à cheval sur une moto.»

Son pouvoir à Marjolène, c'est celui de Dionysos. A travers le rock'n' roll, elle laisse jaillir en elle sa violence et sa sexualité. Avec Nanette et Portal, elle a transgressé la norme qui confinait les filles à la ballade, à l'attente et à la mièvrerie.

«C'est nouveau les chanteuses rock, explique-t-elle, parce que les filles se sont toujours fermées. Le mouvement féministe a sûrement aidé à ça. Mais il ne faut pas exagérer, nous ne sommes pas si violentes. Nous som-

Suite page suivante

Marjolène Morin, celle qui éloigne...

Suite de la première page

mes affirmatives. Au lieu de dire: «Oh, mon chéri, prends-moi dans tes bras, nous disons: «J'ai envie de toi, viens à côté de moi.» C'est clair et direct.»

Aux parcs, dansant, tom-boy, en ski ou mannequin, Marjolaine a toujours parlé avec son corps. Rimbaud et Baudelaire, un jour, lui ont donné la parole boulevard du rock. Depuis, le rock'n'roll est son langage. Il monte en elle, comme un cri, de la croupe aux lèvres! Laissez-la chanter pour les indomptés!

Le Journal de Montréal, lundi 13 septembre 1983

CONNAISSEZ-VOUS VRAIMENT... JEAN DORÉ?

Avocat âgé de 38 ans, Jean Doré trépigne à l'idée de se lancer à l'assaut de la mairie

par André Dalcourt

«Le RCM allégera le fardeau fiscal des petits propriétaires, c'est sûr.»

«Nous allons prendre des engagements fermes et chiffrés là-dessus, durant la campagne.»

L'esprit vif, la phrase précise, Jean Doré donne l'impression d'un tigre en cage qui trépigne de se lancer dans la lutte politique.

Nous sommes chez lui, rue Marquette, quelques heures avant qu'il ne soit choisi officiellement candidat du Rassemblement des citoyens de Montréal à la mairie de Montréal.

L'atmosphère est détendue, le climat agréable, mais la vivacité demeure.

Nous parlons du surplus budgétaire de 28 $ millions de la ville de Montréal qui témoigne peut-être de l'efficacité de l'administration Drapeau-Lamarre.

Il bondit.

«Ce n'est que le fruit de la surtaxation de l'administration Drapeau».

Et, chiffres à l'appui, il attaque. «Depuis 1975, dit-il, l'évaluation foncière des grandes conciergeries a augmenté de 40 pour cent. Celle des petites maisons de rapport, de 103 pour cent. Et celle des maisons unifamiliales de 131 pour cent.»

Ce sont, à son avis, des hausses scandaleuses. D'autant qu'elles frappent les gagne-petit.

Il insiste. «Et ce que les gens doivent comprendre, c'est que ce sont les locataires, 80 pour cent des citoyens, qui paient, le plus souvent, ces augmentations via leurs loyers.»

Cette question du logement lui tient à coeur. Peut-être plus que toutes les autres? Elle est au centre même de sa vision de la politique municipale.

Le RCM cherche en effet à réintéresser les citoyens à leur vie de quartiers, à les réimpliquer dans la vie politique municipale.

Or, selon Jean Doré, «il apparaît illusoire de faire participer les gens à leur vie de quartier tant que les Montréalais demeureront locataires à 80 pour cent.»

«Dépossédé, ajoute-t-il, du premier bien qu'ils devraient posséder, leur logement, il m'apparaît très difficile d'amener les gens à se préoccuper de ce qui se passe dans leurs rues, dans leurs quartiers.»

C'est pourquoi le RCM veut aider les Montréalais à devenir propriétaires de leurs logements. Par des coopératives. Par l'achat en copropriété. Par la relance de la rénovation urbaine et par la réduction du fardeau fiscal.

«Parallèlement, continue, alerte, Jean Doré, le RCM, au pouvoir, redonnera aux citoyens un mot à dire sur l'aménagement de leur territoire et les règlements de zonage.»

Là, soudainement, il s'échauffe. Il en a long à dire. Les idées se bousculent, mais sortent ordonnées.

La fibre démocratique vient d'être touchée. Il ne supporte pas le style de l'administration Drapeau, qu'il trouve autocratique et dictatorial.

Il cite à profusion des exemples où des milliers de citoyens ont dû accepter, résignés, les décisions de l'hôtel de ville la pépinière de l'Est qui, malgré 8 500 pétitionnaires, a été cédée à des entrepreneurs plutôt que d'être transformée en parc. La rue Duluth qui, sans tenir compte de la volonté des résidants du quartier, est devenue une artère commerciale. L'île Rochon, riche écologiquement, qui, elle aussi, est passée à des entrepreneurs, à l'encontre des recommandations du service d'urbanisme et du Jardin botanique.

Ces cas le révoltent. La plupart du temps, à son avis, la volonté populaire locale a été bafouée. Avec une administration RCM, selon lui, il en aurait été autrement. Au besoin, précise-t-il, la population visée aurait été consultée par un mini-référendum.

Dans l'emportement, combinant la verve au geste, Jean Doré renverse sa tasse de café. Il passe l'éponge et fait table rase.

Pourtant, même élu, il ne parviendrait pas à en faire autant à l'hôtel de ville. Par exemple, il restera encore l'héritage olympique. Jean Doré le souligne lui-même. Il en parle comme d'un boulet nuisant à la relance économique de Montréal: 40 $ millions par année à payer pendant 17 ans. Telle est la part (216 $ millions, plus les intérêts) du déficit olympique que les Montréalais doivent assumer seuls.

Jean Doré, silencieux, rêve un instant de ce qui pourrait être fait avec cet argent

Suite page suivante

Avocat âgé de 38 ans, Jean Doré trépigne...

Suite de la première page

pour réduire le chômage de 14,2 pour cent dans la métropole. «En tout cas, ajoute-t-il, on ferait certainement mieux qu'avec les 6 $ petits millions que l'administration Drapeau a affectés, cette année, à la relance économique. Six millions de dollars, c'est à peine 1/156e du budget de la ville.»

Cela dit, tout, dans l'administration Lamarre, ne l'horripile pas. Par exemple, les augmentations salariales de 12 et 9 pour cent récemment consenties aux cols bleus de la ville ne le scandalisent pas. Ces hausses ne font que protéger ces ouvriers contre l'inflation. Elles ne leur accordent pas d'enrichissement.

Beaucoup plus condamnables sont, à son avis, les hausses de traitements que l'administration Drapeau a accordées, au début de l'année, aux cadres de l'hôtel de ville.

Ces cadres ont obtenu 12.2 pour cent d'augmentation. Aux yeux de Jean Doré, c'est excessif. «Peu de gens, commente-t-il, savent que les directeurs de service de la ville gagnent plus que le maire de Montréal et plus que la plupart des ministres québécois. Personne ne sait que le directeur du contentieux de l'hôtel de ville gagne 92 000 $, plus un compte de dépenses de 3 000 $, soit, au total, plus que le premier ministre René Lévesque.»

«C'est pourquoi, de conclure Jean Doré, j'ai trouvé M. Henri-Paul-Vignola, particulièrement hypocrite lorsqu'il dénonce le contrat des cols bleus, lui qui en janvier dernier, a accepté une hausse salariale de 12,2 pour cent, portant son traitement à 80 000 $ par année.»

Le coup porté, le ton retombe, la verveur se calme. Jean Doré n'est pas bouillant, mais ardent. Il a pour lui le talent, l'expérience et le débit clair et précis.

Mais il n'est pas connu!

Cela étant, malgré ces qualités, ne risque-t-il pas de n'être qu'une étoile filante dans le ciel politique montréalais? Le RCM, par sa dynamique interne, n'est-il pas un parti condamné à vie à l'opposition?

Jean Doré ne le croit pas. Si oui, il le cache bien! Il cite, à ce propos, des chiffres qui lui inspirent confiance. Au cours des deux dernières années, le membership du RCM est passé de 1 800 à 3 000. Au cours de la campagne, il compte le porter à 6 000.

En outre, un sondage interne, mené parait-il scientifiquement, auprès de 780 personnes, a révélé que, en mai, dernier, l'administration Drapeau et l'opposition étaient nez à nez, récoltant chacune 37 pour cent de la faveur populaire.

Sur ces 37 pour cent, selon Jean Doré, 23 pour cent des intentions de votes allaient au RCM, les autres 14 pour cent au GAM.

Il estime donc que les chances du RCM sont bonnes cette année. D'ailleurs il n'entend pas lutter contre le GAM, mais contre le Parti civique du maire Drapeau.

Enfin, Jean Doré prend ses précautions pour n'être pas de passage dans l'arène municipale. Pour y rester, à un niveau ou à un autre, il sera, en effet co-listier du candidat RCM dans le quartier Villeray. Ainsi, même défait à la mairie, il pourra tout de même, fort probablement, être conseiller municipal de cet arrondissement.

Le Journal de Montréal, samedi 23 octobre 1983

DEUX MOIS APRÈS SA TERRIBLE MALADIE

Drapeau raconte pour la première fois ce qui s'est passé!

Entrevue exclusive avec le maire de Montréal

par André Dalcourt

Le matin du 15 juillet, lorsqu'il a constaté sa paralysie au côté gauche, le maire Jean Drapeau a pensé à la mort.

«Instinctivement, dit-il, j'ai pensé aux choses que j'aurais aimé mettre au point avant de quitter ce monde. C'est plus fort que soi quand on sent ce phénomène.»

Jean Drapeau a pensé à la mort. Mais jamais il ne s'est imaginé vivant complètement paralysé, réduit à l'impuissance. Ç'a été le tout ou rien.

«Il m'a semblé plutôt, poursuit-il, que si la paralysie continuait, c'était la mort.» Il était angoissé. «Je ne savais pas à quel point le phénomène allait s'arrêter.»

Deux mois plus tard, bien calé dans un fauteuil de son bureau de l'hôtel de ville, il en parle avec un certain détachement, mais son souvenir de l'accident reste très vif, très précis.

Équilibre

«Ce jeudi matin-là, nous a-t-il raconté, hier, je me suis aperçu en me levant, que je manquais totalement d'équilibre. Il fallait, pour marcher, que je mette la main sur les murs, que je touche quelque chose.»

«Ce n'était pas un étourdissement. C'était surtout un manque d'équilibre. J'observais le phénomène pour tenter d'en deviner la cause.»

«Je n'ai pas osé appeler le médecin à 5h30 du matin. J'ai fait ma toilette de peine et de misère. Puis, j'ai voulu m'en aller à l'hôtel-de-ville.»

«C'est après avoir mis l'auto en marche que j'ai constaté que ça ne fonctionnait pas. Il n'y avait pas de circulation. Je roulais lentement, beaucoup plus lentement qu'à l'habitude.»

«Alors je me suis arrêté à mon bureau près des rues Préfontaine et Sherbrooke et j'ai vu, en montant l'escalier, qu'il se passait quelque chose d'anormal. J'avais de plus en plus de difficultés à bouger des doigts de la main gauche et le pied gauche.»

«Je me suis alors assis dans un fauteuil et j'ai observé le phénomène sans marcher.»

«Après quelques minutes, j'ai appelé ma secrétaire pour qu'elle annule mes rendez-vous.«

«C'était la secrétaire du Parti civique. Les rendez-vous concernaient le Parti. Ils devaient avoir lieu en dehors de l'hôtel de ville.»

«Ensuite, poursuit le maire, j'ai réussi à rejoindre le docteur Campeau à l'Institut de cardiologie. Il avait tout mon dossier. Juste à ma façon de parler, il a vu que c'était un problème neurologique.»

Suspense

Dès le lendemain, après l'annonce de la nouvelle, le suspense a commencé à l'hôtel de ville.

Chacun se demandait si le maire Drapeau allait se rétablir à temps pour la campagne électorale.

Aujourd'hui, presque complètement rétabli, il déclare de son siège de maire: «J'ai toujours été confiant de passer à travers. Avec la qualité de médecine qui se pratique ici, j'ai toujours pensé m'en sortir.»

Et, effectivement, le maire s'en est sorti. Et il s'est remis à fonctionner presqu'autant qu'avant. Il parle clairement, sans difficulté. Seuls ses mouvements sont plus lents. «Je suis fonctionnel du matin au soir et presque du soir au matin», laisse-t-il tombé avec humour.

Ses journées ont raccourci: 14 au lieu de 18 heures. Par prudence, il ne conduit plus, bien qu'il le pourrait. Peut-être, occasionnellement, comme le président Reagan, se permet-il un petit somme. Pour le reste, ça va. Le sens du goût lui revient peu à peu. Son alimentation n'a pas varié. Le sel, seul, est maintenant exclu. Après le 14 novembre, il reprendra ses exercices de physiothérapie pour parachever la guérison.

Peine de mort

Mais cet accident a-t-il modifié sa vision de la vie, sa perception de la mort? Difficile à dire.

Par exemple, il n'est pas complètement opposé à la peine de mort, comme sentence judiciaire, en cas de meurtre. Elle lui semble légitime après le meurtre d'un policier.

Mais il fait une nuance entre la sentence et son exécution. Il se rappelle notamment la possibilité de commutation de peine qui existait du temps où il exercait son métier de criminaliste.

Un criminel pouvait être condamné à mort, mais l'exécution de la sentence était retardée, parfois indéfiniment. C'était, à son avis, une bonne chose dans bien des cas. Par prudence.

Avortement

À l'égard de l'avortement, cependant, sa pensée est plus vague. Il s'interroge encore. Il remarque que bien des femmes revendiquent le droit à l'avortement libre.

Toutefois il constate qu'il existe, dans le code, la notion du curateur au ventre, un personnage chargé en principe de défendre les droits de l'enfant à naître.

Il se questionne sur la compatibilité des deux positions, celle d'une grande proportion de femmes et celle des lois actuelles.

Plus encore, il se demande s'il n'y a pas lieu

Suite page suivante

Drapeau raconte pour la première fois...

Suite de la première page

d'accorder à l'enfant à naître une présomption de viabilité semblable à la présomption d'innocence dont bénéficie un individu accusé de meurtre.

Une question de morale, de droit et de politique.

Le Journal de Montréal, dimanche le 24 octobre 1983

POUR L'AVENIR, DRAPEAU EST PRUDENT

«Dans quatre ans, qui sait si nous serons encore là?»

par André Dalcourt

Le temps est le bien le plus précieux de Jean Drapeau. Il en manque. Il l'économise, le calcule, le planifie et le dépense rarement en pure perte.

Sa journée de maire est chronométrée aux cinq minutes. Elle commence tôt chez lui dans l'attente du chauffeur, il révise des dossiers - et se termine tard à l'hôtel de ville, à la lueur de la place Jacques-Cartier.

La journée durant, les rendez-vous tombent comme des dominos. S'il a toujours l'air sérieux, c'est qu'il porte toujours des complets de couleurs foncées. Et il en est ainsi du matin au soir, pour économiser, dit-il, le temps que je dépenserais à aller me changer chez moi.»

Chaque minute compte pour Jean Drapeau. L'homme a donc peu de loisirs. Il va rarement au cinéma. Il écoute distraitement la télé tout en faisant autre chose. Hormis la musique qu'il adore, la littérature est peut-être son seul divertissement culturel.

Jeune, il a beaucoup lu, les «Romantiques» surtout: Châteaubriand, Hugo, Lamartine «Ô temps suspends ton vol». Maintenant, à 66 ans, il lit beaucoup moins. Quand je lis un roman, commente-t-il, j'ai un peu le remords de ne pas avoir utilisé ce temps-là à autre chose de plus urgent.»

Jean Drapeau n'est cependant pas sans loisirs. L'un d'eux est fait du plaisir qu'il prend à classer chez lui de vieux magazines, de vieilles découpures de presse qu'il a accumulés au fil des ans, depuis son adolescence. Le temps qu'il a conservé.

L'autre, est constitué du temps qu'il sauve, le dimanche matin, en cheminant par plaisir avec son auto dans divers quartiers de Montréal pour voir si la vie y est agréable et les services municipaux adéquats.

Jean Drapeau est attaché au temps passé. Ainsi, il habite le quartier de Rosemont depuis sa naissance. «J'y suis bien, dit-il. Il n'est pas question de le laisser. Il y a de l'espace. C'est un plateau élevé. C'est calme. Et, en plus, ça se voyage bien.» Temps sauvé.

Autre exemple au cours de l'entrevue qu'il nous a accordée, il s'est affairé à deux reprises, par divers appels téléphoniques, à sauver les grilles de l'école Sainte-Philomène, en cours de démolition. C'est l'école qu'il a fréquentée tout petit.

Étudiant, en plus il vendait des arbres généalogiques aux familles québécoises pour l'Institut Drouin.

Enfin, lorsqu'on lui demande à brûle-pourpoint dans quel pays il irait s'il devait tout de suite choisir pour des vacances, il répond: «D'abord, si on me laissait le choix, je resterais ici.»

Toutefois, malgré cette rigueur qu'il s'impose dans l'utilisation de son temps, Jean Drapeau n'a rien d'austère. Il adore notamment l'humour.

Ainsi, il possède chez lui une collection de 3 000 caricatures. «J'apprécie particulièrement, déclare-t-il, une caricature qui n'a pas besoin de légende.»

De Girerd, le caricaturiste de *La Presse*, qui, cent fois, s'est payé sa tête, il clame: «C'est un génie. Un véritable génie.» Sans doute le juge Malouf pense-t-il de même.

Le temps revient, enfin, dans la bouche du maire lorsqu'il parle de l'avenir de Montréal. C'est le temps qu'il reste.

Derrière, il y a le métro, la Place des Arts, l'Expo, les Olympiques. Qu'imaginer d'autres? Devant?

«Évidemment, confie le maire, il est difficile d'imaginer l'avenir à 66 ans de la même manière qu'à 36 ou 46 ans...

«Je pense, à court terme en tout cas, que la ville doit assimiler ce qu'elle a, qu'elle doit digérer son développement.»

Après?

Pour l'avenir, il est prudent. Il ne s'aventure pas par exemple à confier qu'il convoite son dernier mandat. «Dans quatre ans, dit-il, qui sait si nous serons encore là.»

C'est ce que lui a appris dit-il le pouvoir, 25 ans d'exercice du pouvoir: «La prudence et le courage.»

Entrevue exclusive avec le maire de Montréal

Le Journal de Montréal, dimanche 31 octobre 1983

«PASSIONARA» DES CATHOLIQUES EN ULSTER

Bernadette Devlin croit que la réunification de l'Irlande se fera par la négociation politique

par André Dalcourt

Excluant une victoire militaire

«Les grévistes de la faim, comme Bobby Sands, ont mené une lutte héroïque. C'était des hommes qui n'avaient pas peur de la mort et contre qui, pour cette raison, le gouvernement britannique ne pouvait rien.»

C'est Bernadette Devlin qui parle ainsi. Elle est la «passionara» des catholiques d'Irlande du Nord. Elle participe à leur lutte politique depuis 15 ans. De 1969 à 1973, elle a été député du comté de Mid-Ulster aux Communes de Londres. Depuis ce temps, elle est un peu leur porte-parole internationale.

Bernadette Devlin a connu deux des grévistes de la faim qui ont capté l'attention mondiale au cours de l'été 1981. L'un d'eux, Mat Devlin, qui a abandonné après 52 jours de jeûne, était, par son père, un cousin éloigné. L'autre Mickey Devine, qu'elle a rencontré à l'agonie, était son ami.

«En parlant à Mickey, dit-elle, j'ai eu l'impression de parler à un homme que la mort n'effrayait pas.»

«Ces hommes, poursuit-elle, luttaient pour leur dignité d'hommes prisonniers. Ils revendiquaient le droit d'être vêtus, nourris et traités dignement en tant que prisonniers politiques et le droit de recevoir des visites».

Leur lutte a été tout de même, en partie, un échec, dans la mesure ils n'ont pas fait plier Mme Thatcher sur le champs. Bernadette Devlin en convient et l'explique par le manque de support du mouvement ouvrier qui a rendu impossible, à ce moment-là, la paralysie économique de l'Irlande du Nord.

Mais elle estime, par contre, que ces grèves de la faim à répétition ont fait connaitre internationalenent la lutte des catholiques et attirer sur eux la sympathie mondiale.

Soulèvement

Cette lutte, on le sait, a débuté en 1916, au sud, par le soulèvement de Dublin en faveur de l'indépendance de l'Irlande. Celle-ci était alors une colonie britannique. Ce soulèvement, après moult soubresauts, s'est terminé par le traité de Londres en 1921. Ce traité a confirmé une entente intervenue entre Lloyd George, le Premier ministre anglais d'alors et Collins, un des leaders du mouvement indépendantiste: l'Irlande est partagée.

L'Irlande du Sud, catholique, obtient une quasi-indépendance, mais ses 26 comtés septentrionnaux, majoritairement protestants, forment l'Ulster et demeurent rattachés à la Couronne britannique. Depuis ce temps, le demi-million de catholiques qui représentent le tiers de la population de l'Irlande du Nord, demandent la réunification de toute l'Irlande, c'est-à-dire, le rattachement de l'Ulster à l'Irlande du Sud.

Bernadette Devlin croit fermement que cette réunification se fera un jour. Sans doute non pas par une victoire militaire des catholiques sur les protestants et les 11 000 soldats britanniques campant à Ulster depuis 1972; mais plutôt estime Bernadette Devlin, à travers une négociation politique du genre de celle qui a conduit, début 80, le Zimbabwe à son indépendance.

«Pendant des années, relate-t-elle, Ian Smith, Premier ministre du pays, qui s'appelait alors la Rhodésie, a affirmé qu'il ne remettrait jamais le pouvoir à la majorité noire. Et pourtant, un jour, à cause de toutes les pressions, cela s'est fait, après des négociations, et le Zimbabwe a obtenu son indépendance».

Québec

C'est dans la mesure où la lutte des catholiques d'Irlande du nord constitue le prolongement du soulèvement initial en faveur de l'indépendance de toute l'Irlande que Bernadette Devlin estime qu'il y a des similitudes entre leur lutte et celle des Québécois très nationalistes ou indépendantistes.

Bernadette Devlin ne désespère pas de ce combat qui dure depuis près de 60 ans. Les dernières élections survenues en Irlande du Nord, il y a 10 jours, constitue d'ailleurs un encouragement à ses yeux.

Ce scrutin, commandé par Londres pour remettre sur pied Stormont, le parlement d'Irlande du Nord, a amené l'élection de 5 députés du Sin Fein, la formation politique la plus proche de l'IRA. Le Sin Fein, bien qu'associé à la violence de l'IRA, a récolté 33 pour cent des voix catholiques. Bernadette Devlin y voit une manifestation de la force du mouvement en faveur du rattachement à l'Irlande du sud.

La «Passionara», par son passage au Québec, espère que les Québé-

Suite page suivante

Bernadette Devlin croit que...

Suite de la première page

cois seront plus compréhensifs à l'égard de la lutte des catholiques d'Irlande du Nord. «Je crois, dit-elle, que tous les peuples opprimés, au Salvador ou ailleurs, doivent s'appuyer. La victoire de l'un d'eux sert ensuite aux autres.»

La Presse, vendredi 13 janvier 1984

Le prix Jules-Fournier à André Dalcourt

C'est au journaliste André Dalcourt, du *Journal de Montréal*, que le Conseil de la langue française du Québec a attribué cette année le prix Jules-Fournier doté d'une bourse de 3 000 $.

Créé en 1980, le prix Jules-Fournier est remis annuellement à un journaliste de la presse quotidienne québécoise pour sa contribution exemplaire à la qualité de la langue française. Unanime dans son choix, le jury a décerné ce prix à M. Dalcourt « pour la vive clarté et le caractère éminemment concret de son style, qui font de chacune de ses phrases une proposition conforme à la haute tradition de la rythmique et de la syntaxe françaises ; pour sa contribution à la création d'une dynamique linguistique originale, caractéristique de ses reportages dans le contexte particulier du journalisme à large diffusion ».

Le jury était composé cette année de mesdames Gisèle Tremblay, journaliste et membre de l'Office de la langue française ; Madeleine Sauvé, grammairienne à l'Université de Montréal ; Francine C. McKenzie, responsable de la programmation télévisée de Télé-université ; et de M. Roch Côté, professeur de journalisme à l'UQAM. M. Jean-Marcel Paquette, professeur à l'Université Laval et membre du Conseil de la langue française, présidait le jury.

Journaliste de carrière, M. Dalcourt est entré au quotidien de la rue Port-Royal en 1969. En plus d'avoir activement participé à la fondation du syndicat de la maison, il a occupé différentes fonctions journalistiques. Présentement, il est journaliste à la rubrique des affaires sociales en week-end. Il a en outre été conseiller syndical à la Fédération nationale des communications (1976-78) et adjoint au comité exécutif de la CSN (1979-81).

Les deux premiers lauréats du prix Jules-Fournier ont été Nathalie Petrowski, du *Devoir*, et Réjean Tremblay, chroniqueur sportif à LA PRESSE.

Le prix Jules-Fournier attribué à un journaliste du Journal de Montréal

Le récipiendaire du prix Jules-Fournier, attribué annuellement à un journaliste de la presse quotidienne de langue française, est cette année André Dalcourt, de la salle de rédaction du Journal de Montréal.

André Dalcourt, un solide gaillard doté d'un physique qu'on croirait beaucoup plus destiné à la manipulation du marteau-piqueur que de la machine à écrire, mais qui a préféré de toute évidence se consacrer aux choses de l'esprit et qui oeuvre présentement au sein de l'équipe des «affaires sociales» du Journal.

Humble et effacé de nature (!), il a quand même admis être content d'avoir été choisi, et il a dit espérer que l'attribution de ce prix à quelqu'un de chez nous «prouve qu'il est possible de faire du journalisme en français correct dans un grand journal populaire».

Les juges ont effectué leur sélection en analysant une quinzaine de textes signés par M. Dalcourt. Tous sauf deux ont été publiés dans le Journal de Montréal.

Le président du Conseil de la langue française du Québec, M. Michel Plourde, a expliqué qu'on avait choisi M. Dalcourt «pour la vive clarté et le caractère éminemment concret de son style, qui font de chacune de ses phrases une proposition conforme à la haute tradition de la syntaxe et de la rythmique françaises et pour sa contribution à la création d'une dynamique linguistique originale, caractéristique de ses reportages dans le contexte particulier du journalisme à diffusion large».

M. Dalcourt est un journaliste de carrière qui a obtenu son BA à l'Université de Caën (1968) et un bac spécialisé en philosophie à l'Université de Montréal (1982).

Il est entré au Journal de Montréal en 1969. Il a d'abord été responsable des rubriques des faits divers et des affaires judiciaires. Il a participé à la fondation du Syndicat des travailleurs de l'information du Journal de Montréal tout en arrivant à se consacrer à d'autres fonctions dans la salle de rédaction.

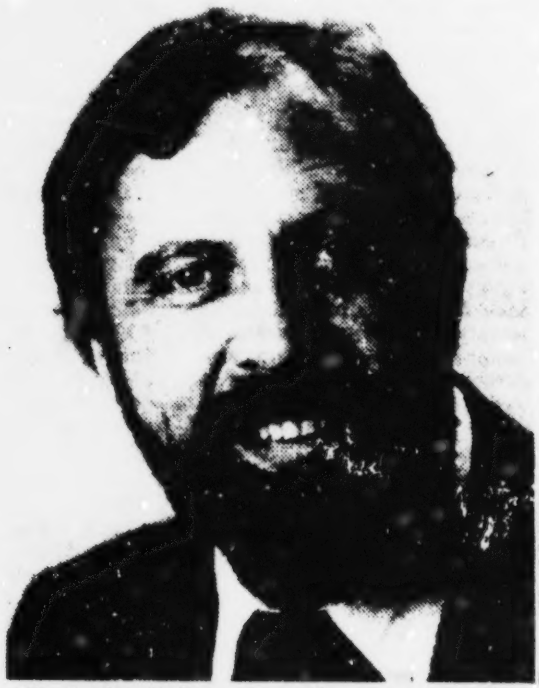

Photo - LES ARCHIVES

M. André Dalcourt, récipiendaire du prix Jules-Fournier 1983, est journaliste au Journal de Montréal.

L'activité syndicale occupe une place importante dans la vie professionnelle de ce journaliste, et cela l'a amené à occuper des postes de conseiller syndical ou d'adjoint au comité exécutif de la FNC et de la CSN.

Le prix Jules-Fournier est bel et bien un prix attribué pour la qualité de la langue, et non pas un prix de journalisme, quoique M. Dalcourt n'ait pas été mécontent de sa contribution à cet art particulier de la communication. Il suffit de savoir que Nathalie Petrowsky, du Devoir, et Réjean Tremblay, de La Presse, ont reçu le prix avant M. Dalcourt pour comprendre que si on cherche à honorer des journalistes pour la qualité de leur langue, on a tendance aussi à choisir de bons journalistes en même temps. Mme Petrowsky, notons-le, a déjà travaillé au Journal de Montréal.

TABLE DES MATIÈRES

Page

Prix Jules-Fournier 1983 3

Proclamation du Prix Jules-Fournier 1983 5

André Dalcourt parle...en connaissance de cause 7

Chroniques signées par André Dalcourt 9

Le compte à rebours est commencé!
Le Front commun a décidé de déclencher les hostilités
PAR ÉTAPES 11

Connaissez-vous vraiment Yvon Charbonneau?
Un homme têtu et fier qui a une haute opinion de
"sa mission" dans l'éducation 12

Que le vrai Mario Lajoie SE LÈVE! 14

Trente bouts d'chou jouent aux critiques en visionnant "Ulysse 31"
"La musique est un peu heavy mais c'est bon parce
que les enfants décident..." 15

De Brigitte Bardot à Nanette Workman
Les femmes ont apprivoisé la moto 16

Là où l'on côtoie des "Peoples of distinction!"
Quand Gérard-D. "brunche" avec les libéraux de
Robert-Baldwin! 17

DUTOIT, l'homme qui a démocratisé l'image de l'OSM ... 18

Fébrile et secrète, généreuse et angoissée
Corinne Côté-Lévesque 20

Aux mains des Bulgares depuis 1912
Le légendaire "Montreal Pool Room" détient encore la
recette du meilleur hot-dog de la métropole 23

Marjolène Morin: celle qui éloigne le renard de
Corbeau 24

Page

Connaissez-vous vraiment... Jean Doré?
Avocat âgé de 38 ans, Jean Doré trépigne à l'idée
de se lancer à l'assaut de la mairie 26

Deux mois après sa terrible maladie
Drapeau raconte pour la première fois ce qui s'est
passé! 28

Pour l'avenir, Drapeau est prudent
"Dans quatre ans, qui sait si nous serons encore là?". 30

"Passionara" des catholiques en Ulster
Bernadette Devlin croit que la réunification de
l'Irlande se fera par la négociation politique 31

Le prix Jules-Fournier à André Dalcourt 33

Le prix Jules-Fournier attribué à un journaliste du
Journal de Montréal 34

DANS LA MÊME COLLECTION

NOTES ET DOCUMENTS

1 - La cohabitation linguistique en milieu scolaire au Québec - Étude exploratoire par Édith Bédard et Claude St-Germain

2 - Consultation régionale - Trois-Rivières - Dossier d'information - Préparé par la direction des études et recherches

3 - Les droits linguistiques du Québec et le projet fédéral de Charte canadienne des droits et libertés - Positions du Conseil de la langue française

4 - Qu'en est-il des inscriptions à l'école anglaise publique? - Analyse d'un mémoire de la commission des écoles protestantes du Grand Montréal par Michel Paillé

5 - Contribution à l'étude de la qualité de la langue des textes utilisés à l'école primaire - Recherche de Sylvie Moisan - Direction de Claude Rochette - Collaboration de Édith Bédard et Michel Amyot

6 - La situation linguistique dans les commissions scolaires du Québec de 1976-77 à 1979-80 - Par Claude St-Germain

7 - Réflexions et commentaires - Les articles à portée linguistique des projets de règlements concernant les régimes pédagogiques - Éducation préscolaire, primaire, secondaire - Par Édith Bédard

8 - Effets démolinguistiques de l'article 23 du projet fédéral de Charte des droits et libertés - Rapport du groupe de travail interministériel

9 - Les publications et les communications scientifiques - La langue utilisée par les chercheurs des Centres de recherches des universités francophones du Québec - Par Arnold Drapeau

10 - Réflexions sur l'opportunité de prévoir dans un document constitutionnel la protection des droits de la personne et des droits linguistiques - Par Henri Laberge

11 - Présence publique du Conseil de la langue française en 1980 - Par le service des communications

12 - Consultation dans la région de Trois-Rivières les 3, 4 et 5 decembre 1980 - Rapport - Secrétariat du Conseil

13 - Conférences sur la situation de la langue française au Québec - Textes présentés lors de rencontres nationales et internationales

14 - Les Québécois et les migrations interprovinciales - Par Louis Duchesne

15 - La qualité de la langue dans les domaines de l'enseignement, de l'administration, des médias et de la publicité - Inventaire des préoccupations - Par Arianne Archambault et Myriam Magnan

16 - Les communautés culturelles et la fonction publique québécoise - Etude réalisée par un comité interministériel

17 - Réflexions sur l'implantation en France du système LEXIS (Etats-Unis) Par Me Stanislas Zalinski

18 - Consultation régionale - Cantons de l'Est - Dossier d'information

19 - Le statut de la langue française dans la région de l'Estrie - Résultat de sondages auprès de la population - Daniel Monnier et Gilles Sénéchal

20 - La francisation des entreprises - Compte rendu de la rencontre des 11, 12 et 13 février 1981 organisée par le Conseil de la langue française - Secrétariat du Conseil

21 - Consultation dans la région de Sherbrooke les 20, 21 et 22 mai 1981 - Rapport

22 - Nathalie Petrowski - Prix Jules-Fournier 1981

23 - L'enseignement du français langue seconde, aux adultes - Par Ariane Archambault et Jean-Claude Corbeil

24 - L'utilisation des ouvrages didactiques en langue anglaise dans les universités et collèges francophones du Québec - Synthèse de la documentation - Par Edmond Brent

25 - La situation linguistique et culturelle de l'Outaouais - Par Daniel Monnier, Françoise Morin et Gilles Sénéchal

26 - Consultation régionale-Outaouais - Dossier d'information - Préparé par la Direction des études et recherches (Paul Marchand, Jacques Maurais)

27 - Revenus et langue au Québec 1970-1980 - Une revue des écrits - François Vaillancourt, Robert Lacroix

28 - Réjean Tremblay - Prix Jules-Fournier 1982

29 - Consultation dans la région de Montréal - 18 et 19 octobre 1982 - Rapport préparé par le Secrétariat du Conseil

30 - Consultation dans la région de Hull - 1er, 2 et 3 avril 1982 - Rapport préparé par le Secrétariat du Conseil

31 - Situation linguistique dans les hôpitaux "anglophones" de la région de Montréal - Etude exploratoire préparée par Sorécom inc.

32 - Le français au Canada - Situation à l'extérieur du Québec - Par Richard Chevrier

33 - La situation du français aux Etats-Unis - Rapport - Par Claire Quintal et Michelle-M. Cotnoir

34 - La francisation - Expérience d'une entreprise multinationale - Par Donald MacFarlane

35 - Sondage sur la connaissance de certaines dispositions de la Loi 101 - Rapport - Par Sondagex inc.

36 - Synthèse des opinions - Consultation sur l'avenir du français et des francophones - La place et le rôle de la communauté anglophone et des communautés culturelles au Québec

37 - Avis du Conseil de la langue française au ministre responsable de la Charte de la langue française sur la Loi 101 et l'avenir de la langue française au Québec

38 - Consultation dans la région de Montréal-11 mai 1983 - Rapport de la rencontre avec des représentants du milieu de la publicité

39 - André Dalcourt - Prix Jules-Fournier 1983

CONSEIL DE LA LANGUE FRANÇAISE

PRIX JULES-FOURNIER

Le Conseil de la langue française a créé le Prix Jules-Fournier attribué annuellement à un journaliste de la presse québécoise pour sa contribution exemplaire à la qualité de la langue française. Le lauréat doit travailler à temps plein pour l'un ou l'autre des quotidiens de langue française du Québec, quel que soit son secteur d'activité: page éditoriale, chronique des sports, section des nouvelles internationales, etc. Il doit résider au Québec, être citoyen canadien ou immigrant reçu.

NOM ET NATURE DU PRIX

Le prix du Conseil de la langue française porte le nom d'un journaliste, Jules Fournier, qui travailla successivement à **La Presse**, au **Canada**, au **Devoir** et à **La Patrie**, succéda à Olivar Asselin à la direction du **Nationaliste** et fonda aussi son propre journal, **L'Action**.

1884-1918

Le prix est attribué à l'automne de chaque année.

- *Le lauréat reçoit une somme de* ***3 000 $.***
- *Le Conseil lui remet aussi un* ***parchemin*** *faisant état des motifs pour lesquels le prix est décerné.*
- ***Les articles primés sont publiés*** *dans la collection «Notes et documents» du Conseil de la langue française.*

PRÉSENTATION DE CANDIDATURE

Le journaliste doit:

- présenter personnellement sa candidature ou être proposé par un autre journaliste
- utiliser le formulaire préparé par le Conseil de la langue française
- fournir un curriculum vitae
- joindre dix articles parus entre le 1er août 1982 et le 31 juillet 1983
- expédier le dossier de candidature au Conseil de la langue française à l'attention de monsieur Gérard Lapointe, secrétaire.

Toute présentation de candidature doit parvenir au Secrétaire du Conseil de la langue française avant le 30 septembre 1983.

CRITÈRES D'ATTRIBUTION

Pour l'attribution du prix, le jury tient compte, notamment, des critères suivants:

- la conformité aux codes du français écrit (orthographe, syntaxe, etc.)
- la manifestation de qualités stylistiques certaines
- l'originalité du style
- la clarté et la rigueur de la langue
- l'utilisation d'un vocabulaire accessible à une large majorité de Québécois
- l'emploi d'une langue comprise par l'ensemble des francophones.

Le jury se réserve le droit de ne pas accorder le prix s'il le juge à propos.

Les dossiers sont traités confidentiellement.